

**Appel à candidatures**

**Attribution d’une dotation complémentaire aux Services d’Aide et d’Accompagnement à Domicile (SAAD) pour le financement d’actions améliorant la qualité du service rendu à l’usager**

1. **Contexte :**

L’article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 prévoit une refonte du modèle de financement des Services d’aide et d’accompagnement à domicile (SAAD), visant à améliorer leurs conditions de solvabilisation ainsi que la qualité de service.

Le premier volet de cette refonte a consisté en la mise en place, au 1er janvier 2022, d’un tarif minimal national de valorisation d’une heure d’aide à domicile, fixé pour l’année 2022 à 22€ par heure.

Le second volet de cette refonte, consiste en la mise en place d’une dotation « complémentaire », prévue au 3° du I de l’article L. 314-2-1 du Code de l’Action Sociale et des Familles (CASF), visant à financer des actions améliorant la qualité du service rendu à l’usager.

Les actions ouvrant droit au financement par la dotation complémentaire doivent permettre de réaliser un ou plusieurs des objectifs suivants, listés à l’article L. 314-2-2 du CASF :

1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités ;

2° Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;

3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire ;

4° Apporter un soutien aux aidants des personnes accompagnées ;

5° Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants ;

6° Lutter contre l'isolement des personnes accompagnées.

Une notice explicative relative à la mise en œuvre de la dotation complémentaire a été rédigée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et est consultable au lien suivant : [Notice explicative](https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/financement-des-services-a-domicile-de-nouveaux-outils-pour-les-gestionnaires)

Contexte Départemental

Conformément à ses compétences règlementaires, le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes est fortement engagé en faveur des personnes âgées et en situation de handicap, dans le cadre de sa politique de soutien au développement des Solidarités humaines.

Dans ce contexte, le Schéma Départemental de l'Autonomie 2022-2026, adopté par l’Assemblée départementale du 17 décembre 2021, fixe les orientations et les objectifs départementaux en faveur des personnes âgées et en situation de handicap, avec une volonté sans faille de permettre à chacune et chacun, quelles que soient les difficultés, de trouver sur notre territoire les meilleures réponses à ses besoins et attentes.

Issu d’une concertation sans précédent avec l’ensemble des acteurs de l’Autonomie, ce schéma s’organise en 20 fiches actions, regroupées en 5 grands axes stratégiques :

* Moderniser l’accès aux droits et structurer la coordination des acteurs ;
* Renforcer la prévention et fluidifier les parcours ;
* Conforter le domicile et la citoyenneté ;
* Accélérer la révolution de l’accueil et de l’accompagnement ;
* Renforcer l’attractivité des métiers de l’autonomie et accompagner la professionnalisation du secteur.

Dans la perspective de l’accélération de l’accueil et de l’accompagnement et particulièrement sur son versant domiciliaire, le Schéma Départemental de l’Autonomie prévoit ainsi d’impulser, d’innover et d’accompagner la transformation de l’offre médico-sociale.

Le Conseil Départemental poursuit ainsi son engagement visant à dynamiser l’offre de service et la faire vivre sur l’ensemble du territoire, en donnant la possibilité à chacun de bénéficier d’une offre de services de qualité, adaptée à ses besoins spécifiques, quels que soient son niveau de dépendance et son lieu de domiciliation.

En parallèle, depuis 2019, dans le cadre du plan Départemental d’aide aux aidants, le Département des Alpes-Maritimes met en place une politique ambitieuse de soutien aux aidants et aux seniors isolés et fragilisés.

Enfin, depuis 2021, dans un contexte national en tension au plan des ressources humaines au sein des ESMS, le Département des Alpes-Maritimes mène une politique volontariste de soutien et notamment par la création du Centre Départemental des Métiers de l’Autonomie (CDMA) qui porte de nombreuses actions en matière d’aide au recrutement, à la sensibilisation et à la formation, ainsi qu’en matière d’accompagnement à la prévention des risques psycho-sociaux, ou encore d’actions visant l’amélioration de la qualité de vie au travail.

Dans ce contexte général, le lancement du présent appel à candidatures, approuvé par l’Assemblée Départementale du 7 octobre 2022, vise à sélectionner les SAAD pouvant bénéficier de la dotation complémentaire pour le financement d’actions répondant aux objectifs prioritaires retenus par le Département.

Les services retenus à l’issue de l’appel à candidatures s’engageront ensuite dans un processus de contractualisation en 2023 avec les services du Département. Ce processus doit conduire, au plus tard un an après la notification des résultats de l’appel à candidatures, à la signature d’un CPOM tel que prévu par l’article L.313-11-1 du CASF. Le CPOM précise, notamment, les conditions de mise en œuvre de la dotation complémentaire pour le service.

Conformément au décret n° 2022-735 du 28 avril 2022, le présent appel à candidatures sera renouvelé tous les ans jusqu’à ce que l’ensemble des services du Département ait intégré le dispositif et au plus tard le 31 décembre 2030.

1. **Services éligibles**

Est éligible à la dotation complémentaire, tout service d’aide et d’accompagnement à domicile prestataire ou service polyvalent d’aide et de soins à domicile au titre de son activité d’aide relevant des 6° et/ou 7° du I de l’article L. 312-1 du code de l’action sociale et des familles.

Tout service autorisé sur le territoire des Alpes-Maritimes peut donc candidater au présent appel à candidatures.

Il convient de préciser que, dès 2020, le Département a mis en œuvre une démarche volontaire et inédite auprès des SAAD par la mise en place de CPOM signés en 2021 visant à garantir le renforcement de la qualité de prise en charge des personnes à domicile.

Compte tenu de la publication du présent appel à candidatures, il convient de préciser que ces CPOM 2021 ne seront pas reconduits à l’issue de la période de contractualisation et ne pourront faire l’objet d’avenant au titre de la dotation complémentaire.

Le statut juridique, l’habilitation à l’aide sociale ou un volume minimal d’heures prestées au titre de l’APA et de la PCH ne constituent pas des critères d’éligibilité.

Ne pourront être éligibles au financement par la dotation complémentaire, les actions bénéficiant déjà d’un financement public existant (Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d’Autonomie, CNSA, CARSAT, …). Une attestation sur l’honneur devra être fournie en ce sens par le gestionnaire.

1. **Objectifs prioritaires du Département et éléments financiers utiles à la détermination du montant de la dotation**
2. Présentation des objectifs prioritaires retenus par le Département, parmi les six objectifs énumérés par l’article L. 314-2-2 du CASF

Compte tenu du contexte local et de ses spécificités, le Département des Alpes Maritimes a priorisé les 3 objectifs suivants au sein du présent appel à candidatures :

* + - 1. **Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités**

Il est constaté des difficultés majeures et persistantes pour les personnes très dépendantes (du fait de l’âge ou d’une situation de handicap) à être accompagnées dans leur choix de vivre à domicile.

De plus, la typologie des SAAD autorisés par le Département s’inscrit majoritairement dans l’accompagnement de personnes âgées.

Compte tenu de ces constats, et afin de proposer un service de qualité aux personnes présentant des situations complexes, le Département souhaite valoriser les heures APA et PCH réalisées auprès de ces publics. Cette valorisation a pour objectif de réussir à satisfaire leurs besoins spécifiques concourant ainsi au respect de leur choix de rester à domicile.

* + - 1. **Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés**

Il est constaté que les horaires d’intervention des SAAD ne permettent pas de répondre systématiquement aux besoins des personnes en matière d’amplitude de réalisation des prestations.

Dans la perspective de répondre aux choix de vie des personnes désirant rester le plus longtemps possible à domicile, il est nécessaire d’accompagner le virage domiciliaire avec des SAAD ouverts sur des amplitudes horaires larges incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés.

Aussi, le Département souhaite valoriser les heures APA et PCH réalisées 7 jours sur 7, y compris le soir, en réponse aux besoins des personnes accompagnées afin de contribuer à lever les freins à leur maintien à domicile et à leur garantir la nécessaire continuité des interventions.

* + - 1. **Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire**

Le Département des Alpes-Maritimes présente une géographie atypique en ce qu’il se décompose entre 3 grandes zones : le littoral, le moyen pays et le haut pays. Celles-ci sont inégales en termes de densité de population, de relief géographique, d’accessibilité ou encore d’infrastructures. C’est un constat récurrent : les SAAD et leurs zones d’intervention se concentrent principalement sur le littoral, et de nombreux bénéficiaires du moyen et du haut pays peinent à être accompagnés de façon pérenne.

Conscient de ces problématiques géographiques, le Département a déjà mis en place un forfait transport permettant aux services prestataires de bénéficier d’un forfait de 30€/mois, par bénéficiaire relevant d’une des 96 communes éligibles à ce dispositif (liste des communes en annexe 1).

En complément, le Département des Alpes-Maritimes souhaite donc valoriser les heures d’intervention réalisées sur ces territoires peu ou pas couverts, à savoir le moyen et le haut pays.

1. Présentation des actions prioritaires finançables par la dotation complémentaire :

* **Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités**

Chaque heure APA/PCH effectuée auprès d’un public dont le profil de prise en charge présente des spécificités (GIR 1/ 2, plan de compensation du handicap supérieur à 90 heures /mois) pourra faire l’objet d’une valorisation à hauteur de 3€.

Il est attendu des actions s’appuyant sur la mise en place de projets d’aide et d’accompagnement individuels spécifiques et mobilisant, à partir de là, un ensemble de leviers concourant à un accompagnement personnalisé et répondant aux particularités du public accompagné :

* Travail en partenariat avec les ressources du territoire ;
* Formations spécifiques ;
* Coordination des prises en charge complexes, …
* **Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés :**

Chaque heure APA/PCH effectuée les soirs (19h-21h), les week-ends et les jours fériés, en réponse à un besoin spécifique pourra faire l’objet d’une valorisation à hauteur de 3€.

Dans ce contexte, l’objectif est d’intervenir auprès des bénéficiaires nécessitant un accompagnement y compris les soirs, week-ends et jours fériés.

Il est attendu des projets permettant de limiter les refus d’intervention dans ces horaires en présentant une organisation flexible et/ou innovante de manière à répondre aux besoins spécifiques des personnes accompagnées sur ces temps et particulièrement dans l’aide aux actes de la vie quotidienne (repas, aide au lever, coucher,..).

Une attention particulière sera portée aux horaires d’ouverture générale du SAAD et notamment sur la base d’interventions de 7h à 21h, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés.

* **Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire :**

Chaque heure APA/PCH effectuée auprès d’un public résidant dans l’une des communes éligibles au forfait transport pourra faire l’objet d’une valorisation à hauteur de 3€.

Il est attendu des projets permettant de limiter les refus en démontrant une organisation efficiente ou innovante des interventions sur la zone concernée :

* Organisation des transports ;
* Organisation au plan RH et/ou fonctionnel, …

1. Montant maximal « cible » de dotation, attribuable à chaque service retenu :

Le montant attribué au titre de la dotation complémentaire aux services retenus dépendra :

* Des actions proposées et retenues par le Département et inscrites au CPOM ;
* De leur valorisation unitaire de 3 euros par heure réalisée par objectif.

Toutefois, le montant versé par le Département au titre de la dotation complémentaire ne pourra excéder un montant maximal correspondant à [3 € x le nombre d’heures totales prestées par le service au titre de l’APA et de la PCH].

Par exemple : un service réalisant 100 000 heures annuelles d’APA/PCH peut se projeter sur un montant maximal de 300 000€ par an au titre de la dotation complémentaire. Toutefois, le montant réellement attribué dépendra des actions effectivement inscrites dans le CPOM et des heures réalisées concourant à l’atteinte des objectifs retenus.

1. **Principes relatifs à la limitation du reste à charge des personnes accompagnées.**

**Le Département est très attaché à garantir l’accessibilité financière des prestations pour chaque maralpin bénéficiant de l’APA et de la PCH, quelle que soit sa situation.**

**Ainsi, le reste à charge de la personne âgée ou en situation de handicap ne doit absolument pas être augmenté par la mise en place de la dotation complémentaire**.

Le reste à charge doit être compris comme la différence entre le tarif appliqué par le SAAD à l’usager et le montant du tarif de référence du Département.

Valeur de A = tarif horaire de référence Départemental 2022 fixé à 22 €

Valeur de B = tarif horaire du SAAD non habilité fixé à XX €

Reste à charge = (A-B)

De plus, le SAAD ne saura appliquer de quelconques frais de dossiers ou tout autre frais supplémentaires relatifs aux modalités de prise en charge.

Pour plus d’information : [Lien hypertexte vers la notice explicative](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-notice-explicative-et-faq-02.pdf)

1. **Règles d’organisation de l’appel à candidatures :**
2. Modalités de réponse à l’appel à candidatures

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, son dossier de candidature complet par voie dématérialisée, par courriel, à l’adresse suivante : aacsaad@departement06.fr.

La date limite d’envoi des candidatures est fixée au 20 janvier 2023.

Les dossiers transmis après la date limite fixée ci-dessus ne seront pas retenus ni étudiés. Ils seront par nature irrecevables.

En cas de pièces manquantes, le Département enjoint le candidat à compléter son dossier dans un délai défini. En cas de non-respect de ce délai, le dossier est considéré comme irrecevable.

Pour toute demande d’information, vous pouvez contacter le service Domicile et Parcours à l’adresse mail suivante : aac[saad@departement06.fr](mailto:saad@departement06.fr).

1. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature devra comporter obligatoirement :

* Le dossier de réponse à l’appel à candidatures selon la trame précisée en annexe 2 (maximum 40 pages) ;
* Une attestation sur l’honneur du responsable de la structure, précisant que le service d’aide à domicile ne se trouve pas dans une procédure de redressement judiciaire ou de dépôt de bilan et qu’il est à jour de ses obligations déclaratives fiscales et sociales ou est engagé dans un processus de régularisation de ses paiements ;
* La grille tarifaire actualisée des prestations proposées par le service d’aide à domicile ;
* Le nombre de bénéficiaires APA/PCH et Aide-Ménagère actuellement accompagnés classés en fonction de leur niveau de dépendance (GIR) et de besoin en compensation à domicile (PCH) ;
* Le nombre de bénéficiaires APA/PCH et Aide-Ménagère résidant dans l’une des 96 communes éligibles au forfait transport actuellement accompagnés ;
* Le plan de formation 2023 ainsi que le plan des formations réalisées en 2022 ;
* Le projet de service actualisé ainsi que les fiches actions le cas échéant ;
* Les PV de consultation des usagers le cas échéant ;
* Les comptes rendus de réunions (CODIR, COPIL) de consultation des salariés ;
* Un courrier indiquant que le service s’engage à négocier dans le cadre du CPOM, des modalités de limitation du reste à charge des personnes accompagnées, selon les principes formulés dans le présent appel à candidatures ;

De manière facultative, le dossier de candidature peut comporter tout élément que le candidat jugerait pertinent, permettant de mieux identifier la structure porteuse, son activité.

1. **Modalités et critères de sélection des candidatures par le Département**
2. Procédure d’examen des dossiers :

Date limite de dépôt : 20 janvier 2023

Il sera pris connaissance du contenu des candidatures à l’expiration du délai de réception des réponses.

Les candidatures seront analysées dans un délai de 45 jours par les agents du service Domicile et Parcours.

Durant la période d’instruction, les agents en charge de l’analyse des dossiers peuvent être amenés à proposer un temps d’échange oral avec les candidats.

A l’issue de l’instruction, un comité de sélection se réunira. Les débats feront l’objet d’un PV et les résultats seront publiés et notifiés aux candidats.

1. Critères de sélection des candidatures :

Les critères de sélection des candidats portent notamment sur :

* La présence des actions prioritaires du Département dans la candidature du SAAD :
  1. Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités ;
  2. Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;
  3. Contribuer à la couverture des besoins de l’ensemble du territoire ;
* La pertinence des actions proposées dans la candidature du SAAD ;
* La capacité du SAAD à assurer le suivi de ses interventions de manière fiable et à assurer la remontée d’informations auprès du Département ;
* La capacité technique et organisationnelle du SAAD à réaliser les actions prioritaires du Département ;
* La compréhension des enjeux liés à l’accessibilité financière.

|  |  |
| --- | --- |
| Thèmes | Barème de notation |
| Présence des actions prioritaires du Département | /60 |
| Capacité à suivre l’activité et à faire remonter les informations au Département | /10 |
| Technique et organisation | /10 |
| Pertinence | /5 |
| Compréhension des enjeux liés à l’accessibilité financière | /5 |

Si la proposition du SAAD obtient 0 à un des thèmes, il ne peut être retenu.

1. Notification et publication des résultats :

Au plus tard le 10 mars 2023, le Conseil départemental notifie sa décision à chacun des services candidats en motivant sa décision, et publie la liste des services retenus à l’issue de l’appel à candidatures.

Le Département entame le processus de contractualisation avec l’ensemble des SAAD retenus. Toutefois, la sélection du SAAD n’entraîne pas nécessairement l’inscription dans le CPOM de l’ensemble des actions proposées dans la candidature.

1. **Calendrier récapitulatif**

|  |  |
| --- | --- |
| Publication de l’appel à candidatures | 20 décembre 2022 |
| Date limite de réponse à l’appel à candidatures | 20 janvier 2023 |
| Etude des candidatures | Du 21 janvier 2023 au 1er mars 2023 |
| Comité de sélection | 2 mars 2023 |
| Notification et publication des résultats de l’appel à candidatures.  Début de la négociation des CPOM | 10 mars 2023  20 mars 2023 |
| Date limite de signature des CPOM | 10 mars 2024 |

**Mentions légales**

Les informations qui seront recueillies feront l’objet d’un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à instruire votre demande de participation çà l’appel à candidatures. Le Département des Alpes-Maritimes est le responsable de traitement. Ce traitement est fondé sur le consentement (article 6.1.a du RGPD). La finalité est le recensement des candidatures relatif à l’attribution d’une dotation complémentaire aux Services d’aide et d’accompagnement à domicile pour le financement d’actions améliorant la qualité de service rendu à l’usager (Délibération de l’Assemblée en date du 7 octobre 2022)

Les catégories de données enregistrées sont les suivantes :

- Nom, prénom, coordonnées du représentant légal de la structure et de la personne chargée du dossier

Les données n’ont pas pour finalité une prise de décision automatisée.

Les données sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément aux articles 15 à 23 du Règlement général sur la protection des données, vous bénéficiez d’un droit d’accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès, en vous adressant par voie postale au Délégué à la protection des données - Département des Alpes-Maritimes – BP n° 3007 – 06201 Nice Cedex 3 ou par courriel données\_personnelles@departement06.fr. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative. Depuis l’entrée en vigueur du Règlement Européen sur la Protection des données (RÈGLEMENT (UE) 2016/679) le 25 mai 2018, tout usager a le droit de s’opposer au profilage, demander la limitation du traitement, d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle (En France : CNIL : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 - Téléphone : 01.53.73.22.22. www.cnil.fr ).

**ANNEXE 1 : LISTE DES COMMUNES ELIGIBLES AU FORFAIT TRANSPORT**

****

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |

**ANNEXE 2 : TRAME DE REPONSE A L’APPEL A CANDIDATURE**

**Présentation du service**

**Identification de la structure**

Nom : …………………………………………………………………………………………..………

Statut juridique : …..………………………………………………………………………...…………

Adresse du siège social :…….…………………....….………………………………………………...

Code postal et commune : ….…………………………………………...……………………………..

Courriel et téléphone : …………………………………………………………………………………

N° SIRET/SIREN : ……………………………………………………………………………………

N° d’identification au répertoire national des associations : ……….………………………………….

N° FINESS : ………………………………….………………………………………………………..

Date de la première autorisation (ou ex. agrément) :…..………………………………………………

**Identification du responsable légal de la structure**

Nom et prénom : ………………………………………………………………………………………..

Fonction : ……………………………………………….………………………………………………

Courriel et téléphone : …………………………………………………………………………………..

**Identification de la personne chargée du dossier (si différente du responsable)**

Nom et prénom : ………………………………………………………………………………………..

Fonction : ……………………………………….………………………………………………………

Courriel et téléphone : …………………………………………………………………………………..

**Activité 2022**

- Total des heures réalisées au domicile des usagers (toute prestation confondue) :

* Dont heures APA :
* Dont heures PCH :
* Dont heures Aide sociale :

- Nombre de personnes accompagnées :

* Personnes bénéficiaires de l’APA :

Dont GIR 1 :

Dont GIR 2 :

Dont GIR 3 :

Dont GIR 4 :

Dont bénéficiaires de l’APA avec un taux de participation inférieur à 20 % :

* Personnes bénéficiaires de la PCH :

Dont plan d’aide supérieur à 90 heures :

* Personnes bénéficiaires de l’Aide sociale :

- Organisez-vous certaines de vos interventions en partenariat avec une structure sanitaire ou médico-sociale (SSIAD, etc.) ?

☐ oui combien? …………… ☐ c’est en projet ☐ non

**Vos ressources humaines**

Effectif total du service (en nombre d’ETP) : …………………………………………………………..

* Dont personnel d’intervention (en ETP) : ………………………………
* Dont personnel d’encadrement (en ETP) :
* Personnel d’intervention

- Pourcentage d’intervenant(e)s en CDI :

- Pourcentage d’intervenant(e)s à temps complet :

- Pourcentage d’intervenant(e)s ayant un diplôme en lien avec leur activité :

- Ancienneté moyenne des intervenant(e)s dans la structure :

* Formations

- Nombre de formations par an :

* Aux prises en charges complexes (polyhandicap, dépendance) : ……………………

Combien de vos salariés y ont participé ? ………………………………..

* Aux bonnes pratiques professionnelles : …………………….

Combien de vos salariés y ont participé ? ………………………………..

* A l’utilisation de la télégestion : ………………………..

Combien de vos salariés y ont participé ? ………………………………..

* Autres formations organisées : ………………………

A quelle fréquence ? : ………………….

Combien de vos salariés y ont participé ? ………………………………..

- Avez-vous déjà accompagné un ou plusieurs salariés dans le cadre d’une Validation des Acquis de l’Expérience (VAE) ?

☐ oui ☐ non

Si oui quelle(s) formation(s) ?.................................................................................................................

- Avez-vous déjà accompagné un ou plusieurs salariés dans le cadre d’une formation qualifiante ?

☐ oui ☐ non

Si oui quelle(s) formation(s) ?.................................................................................................................

* Encadrement

- Procédez-vous à des réunions :

* d’analyse des pratiques ☐ oui à quelle fréquence ? ……………………. ☐ non
* d’informations sur les recommandations de bonnes pratiques : oui à quelle fréquence ? ……………………. ☐ non
* d’amélioration continue de la qualité : ☐ oui à quelle fréquence ? ………………….… ☐ non

- Existe-il un ou des référents sur les thématiques citées ci-dessus ?

☐ oui ☐ c’est un projet ☐ non

* Prévention

- Réalisez-vous des actions de prévention auprès de vos salariés concernant :

* Risques psychosociaux ☐ oui ☐ non
* Sécurité routière ☐ oui ☐ non
* Les gestes et postures ☐ oui ☐ non

**Vos interventions**

* Horaires

- Chaque mois, combien d’interventions sont organisées :

* Le dimanche et/ou les jours fériés : ……………………..
* Entre 19h et 21h : ……………………..

- Quelles est la durée minimale d’intervention consécutive : ……………………..

- Quelle est l’amplitude horaire d’intervention moyenne : ……………………

- Quelle est l’amplitude horaire d’intervention maximale : ……………………..

- Vous est-t-il déjà arrivé de refuser des plans d’aide pour des raisons d’horaires ? Si oui, combien en 2021 ? ………………………………………………

* Déplacements

- Mettez-vous à disposition de vos salariés des moyens de locomotion ?

☐ oui ☐ non

Si oui lesquels (trottinettes, vélos, titres de transport en commun, voitures, etc.) ? ………………………………………………………………………………………………………

- Combien de véhicules (personnels et professionnels) sont actuellement utilisés dans le cadre des interventions du SAAD ? …………………

- Avez-vous déjà financé tout ou partie du permis de conduire pour vos salariés ?

Si oui, combien ?...………………

- Disposez-vous de moyens de transport électriques ?

Si oui lesquels ? ……………….

- Combien de kms sont parcourus chaque année dans le cadre de vos interventions ?

……………………………

- Quelles sont vos communes actuelles d’intervention ? ……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

- Prévoyez-vous d’élargir prochainement votre territoire d’intervention ?

☐ oui ☐ non

- Si oui, par quels dispositifs ?

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

- Comment organisez-vous de façon optimale les interventions de vos salariés (décrire l’organisation de l’affectation des intervenantes aux bénéficiaires.) ?

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

- Bénéficiez-vous actuellement du forfait transport ?

☐ oui ☐ non

- Vous est-t-il déjà arrivé de refuser des plans d’aide pour des raisons de localisation ? Si oui, combien en 2021 ?..................................................................

**Dispositifs de suivi et de transmission**

* Télégestion :

- Description du système de télégestion appliqué dans la structure, ou qu’il est envisagé d’acquérir par la structure (nom du logiciel, équipement mobile ou non, date de mise en place, % de bénéficiaires couverts…) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Suivi des actions

- De quels outils disposez-vous pour suivre la mise en place des actions relatives à la dotation complémentaire ?

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

- De quels outils prévoyez-vous de vous doter pour suivre la mise en place des actions relatives à la dotation complémentaire ?  
…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Description libre du service et présentation de ses spécificités :**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités**

[**Lien hypertexte vers la fiche objectif n° 1**](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-1-situations-specifiques.pdf)

**Déclinez votre compréhension des enjeux relatifs à cet objectif :**

Vous pouvez évoquer les difficultés rencontrées actuellement par votre service dans la réalisation de cet objectif.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Description des actions proposées par le service, ayant vocation à être financées par la dotation complémentaire :** Les actions prioritaires du Département déclinées en partie III-B peuvent être reprises totalement ou en partie. D’autres actions peuvent également être proposées. Il peut s’agir d’actions déjà réalisées par le service mais non solvabilisées par le tarif Départemental ou de nouvelles actions que vous souhaiteriez mener si celles-ci étaient financées par la dotation complémentaire.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Calendrier de réalisation :**

Indiquer ici le calendrier de déploiement des actions prévues en vue d’atteindre l’objectif. Détailler au maximum vos estimations.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Estimation du coût de réalisation de chacune de ces actions sur une année pleine :**

Détailler au maximum les estimations. Pour les actions ayant vocation à faire l’objet d’un financement à l’heure, indiquer le volume prévisionnel d’heures concernées par la valorisation et le coût horaire afférent.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**2° Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés**

[**Lien hypertexte vers la fiche objectif n° 2**](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-2-amplitude-horaire.pdf)

**Déclinez votre compréhension des enjeux relatifs à cet objectif :**

Vous pouvez évoquer les difficultés rencontrées actuellement par votre service dans la réalisation de cet objectif.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Description des actions proposées par le service, ayant vocation à être financées par la dotation complémentaire :** Les actions prioritaires du Département déclinées en partie III-B peuvent être reprises totalement ou en partie. D’autres actions peuvent également être proposées. Il peut s’agir d’actions déjà réalisées par le service mais non solvabilisées par le tarif Départemental ou de nouvelles actions que vous souhaiteriez mener si celles-ci étaient financées par la dotation complémentaire.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Calendrier de réalisation :**

Indiquer ici le calendrier de déploiement des actions prévues en vue d’atteindre l’objectif. Détailler au maximum vos estimations.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Estimation du coût de réalisation de chacune de ces actions sur une année pleine :**

Détailler au maximum les estimations. Pour les actions ayant vocation à faire l’objet d’un financement à l’heure, indiquer le volume prévisionnel d’heures concernées par la valorisation.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire**

[**Lien hypertexte vers la fiche objectif n° 3**](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-3-couverture-territoriale.pdf)

**Déclinez votre compréhension des enjeux relatifs à cet objectif :**

Vous pouvez évoquer les difficultés rencontrées actuellement par votre service dans la réalisation de cet objectif.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Description des actions proposées par le service, ayant vocation à être financées par la dotation complémentaire :** Les actions prioritaires du Département déclinées en partie III-B peuvent être reprises totalement ou en partie. D’autres actions peuvent également être proposées. Il peut s’agir d’actions déjà réalisées par le service mais non solvabilisées par le tarif Départemental ou de nouvelles actions que vous souhaiteriez mener si celles-ci étaient financées par la dotation complémentaire.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Calendrier de réalisation :**

Indiquer ici le calendrier de déploiement des actions prévues en vue d’atteindre l’objectif. Détailler au maximum vos estimations.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Estimation du coût de réalisation de chacune de ces actions sur une année pleine :**

Détailler au maximum les estimations. Pour les actions ayant vocation à faire l’objet d’un financement à l’heure, indiquer le volume prévisionnel d’heures concernées par la valorisation.

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………